

Éditorial

Les efforts des villes pour maîtriser leur environnement sont très anciens. Dans le domaine de l'adduction d'eau, ils remontent à l'antiquité. Deux phénomènes récents ont toutefois accru la complexité et l'importance de l'enjeu. Tout d'abord, dans les pays du Nord comme du Sud, l'humanité se concentre de plus en plus dans les villes, et particulièrement dans les grandes villes. Ensuite, la maîtrise par la ville de son environnement n'est plus, tant s'en faut, le seul objectif. Il convient aussi de limiter les risques et nuisances provoqués par cet effort de maîtrise.

Développement, maîtrise de l'environnement, risques et nuisances : voilà les différents points d'un cercle qui est tout sauf vertueux. Dans son développement rapide, la ville consomme de l'espace, et, entre autres ressources, de l'eau. L'étalement de la ville dans son espace environnant augmente considérablement les transports qui émettent des gaz à effets de serre. Le développement se fait souvent sur des aires autrefois délaissées en raison de leur exposition aux risques naturels. Les ressources en eau sont gravement sollicitées. Effet de serre, pénurie d'eau, catastrophes dites naturelles : voilà, au moins pour ce qui est des deux derniers facteurs, le développement de la ville lourdement pénalisé.

Que faire ? Une première question vient à l'esprit, celle de l'effet de serre. La lutte contre le changement climatique est-elle du ressort des villes, même grandes ? A la fois oui et non, mais comme pour les Etats. Une mégapole à elle toute seule, un Etat à lui tout seul, ne peuvent rien, mais si aucune ville, aucun Etat ne font rien, il est certain que rien ne sera fait. D'où les plans de plusieurs grandes villes contre les émissions de gaz à effet de serre.

Quand on se penche sur des enjeux environnementaux plus immédiats, comme la ressource en eau ou l'exposition aux risques, on mesure dans les villes la difficulté du développement durable, et combien il peut apparaître à certains élus, et à de nombreux habitants, comme contraire au développement tout court. Cette contradiction apparente porte aussi en elle des enjeux d'inégalités sociales. Prendre soin de ne pas se développer à un rythme trop important, ou sur des aires trop exposées, c'est aussi se résoudre à loger plus mal, ou à ne pas loger du tout, des populations qui ne sont pas toujours les mieux loties par ailleurs. La population noire et pauvre de la Nouvelle-Orléans a été la première victime de Katrina : on pourrait donc croire que ses représentants sont les premiers intéressés à une reconstruction soucieuse du risque environnemental. Ce sont en fait les premiers inquiets, car les stratégies les plus simples de reconstruction de la Nouvelle-Orléans pourraient rayer de la carte la plupart des quartiers pauvres, ceux qui étaient les plus exposés aux crues du Mississipi. A la Nouvelle-Orléans comme ailleurs, l'équilibre entre ville et environnement relève de la concertation entre intérêts contraires, et donc de la décision politique.

François VALÉRIAN

